

Des gilets rouges aux gilets jaunes

Quelques remarques sur un mouvement inédit

entretien avec Alain Bergounioux

26 avril 2019

*À quelques jours de l'acte XXIV des gilets jaunes,
et au lendemain de la conférence de presse d'Emmanuel Macron,
sans vouloir tirer le bilan d'un mouvement qui, s'il semble moins
mobiliser qu'il y a quelques semaines, n'a pas pris fin, il est peut-
être possible à l'historien et à l'observateur politique que tu es de
nous faire part de tes réflexions.*

*D'abord, peut-on comparer le mouvement des gilets jaunes avec d'autres
mouvements ou est-il totalement nouveau ?*

ALAIN BERGOUNIOUX : En grande partie, le mouvement des gilets jaunes est quelque chose d'inédit. Inédit par ses formes d'expression, avec, au-delà des manifestations, les occupations de ronds-points dans la France entière, ses liens très importants avec les réseaux sociaux, et par la manière dont il s'inscrit dans la durée. Inédit aussi par la population qu'il a entraîné et qui le fait vivre. Il ne faut donc pas se tromper sur sa nouveauté dans l'analyse que l'on peut en faire pour bien comprendre ce qu'il exprime de la société française et de notre système politique.

Alain Bergounioux, historien, est président de l'Office universitaire de recherche socialiste.

LE VIEUX ET LE NEUF

Dans le même temps, les historiens le savent, rien n'est jamais tout à fait inédit. Dans le cas qui nous occupe, pour deux raisons.

Il y a évidemment des formes anciennes qui se retrouvent dans les manifestations et les pratiques des gilets jaunes, transmises par une sorte de mémoire collective dont la transmission est un peu mystérieuse... car ce ne sont pas leurs connaissances historiques qui ont amené les acteurs du mouvement des gilets jaunes sur les ronds-points. On retrouve cependant la grande tradition de ces colères populaires que notre pays a connues dès l'Ancien régime avec, au centre, la révolte fiscale qui entraîne une mise en cause plus importante de l'ordre social. Les historiens ont pointé des origines lointaines avec la Grande jacquerie du XIV^e siècle, et des réminiscences plus contemporaines avec la Révolution française, le « sans-culottisme », et plus près de nous, le mouvement Poujade.

Il y a également un terrain de crise sociale qui permet de comprendre ce mouvement. Sans doute pas le moment précis de son déclenchement mais le pourquoi, et ses raisons. Comme le remarquait très bien Jean-François Sirinelli, on est dans une société qui n'est pas forcément en crise – ou alors elle l'est depuis plus de 40 ans – , mais qui est devenue une société de crises. Des crises complexes, morcelées, bien analysées par Jérôme Fourquet dans son dernier livre¹. Le mécontentement que ce mouvement traduit est à la fois matériel, lié au niveau de vie et aux insuffisances du pouvoir d'achat, mais aussi moral, avec des populations qui ne se sentent pas reconnues et qui, pour certaines, sont reléguées territorialement. Les « intérêts matériels et moraux » disait-on au temps du mouvement ouvrier ! Là est le soubassement de ce mouvement.

LE DÉGAGISME AMBIANT

Mais, dans quel moment se déclenche-t-il ? C'est sa rencontre avec un système politique en difficulté et en mutation que l'aventure d'Emmanuel Macron résume assez bien. Il est en effet lui-même le produit d'un « dédagisme » qui a ébranlé très fortement les partis de gouvernement traditionnels – le PS comme l'UMP. Il a porté dans sa campagne présidentielle éclair la promesse – dont une partie des Français pense qu'elle

(1) Jérôme Fourquet, *L'archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Seuil, 2019, 379 p. (L'OURS 489, juin 2019)

n'a pas été tenue – d'un renouveau. Mais en même temps, il a annoncé et mis en œuvre une politique économique déjà initiée par ses prédécesseurs, politique économique qu'il a poursuivie avec plus de force et plus de clarté en s'appuyant essentiellement sur la haute fonction publique, en négligeant tous les « corps intermédiaires ». L'étincelle qui met le feu à un terrain déjà bien inflammable – souvenons-nous des mouvements contre la loi travail en 2016, avec les fortes mobilisations et déjà des violences notables – c'est la hausse du prix de l'essence. Mais on est très vite passé du problème de la fiscalité de l'essence à celui du niveau de vie en général, de la justice sociale à celui de la mise en cause du système politique.

Il faut donc bien voir l'inédit qui explique que le mouvement soit difficile à comprendre, et qu'il dure même s'il a changé de visage et peut-être de nature depuis le mois de novembre 2018. Il traduit les difficultés d'une société française fragmentée qui n'arrive pas à retrouver une cohésion qui s'est perdue au fil de décennies de crises économiques et sociales depuis la fin des années 1970.

DES GILETS ROUGES AUX GILETS JAUNES

On a l'impression qu'il y a deux phases dans le mouvement. Jusqu'à Noël dernier, un mouvement qui se développe, porte des revendications, et qui est soutenu par une large majorité de l'opinion. Puis à partir de janvier, et les réponses du gouvernement avec le lancement du grand débat, une crispation sur un noyau dur et un dialogue de sourds.

La durée même de ce mouvement explique son évolution. Dès le mois de décembre, à partir de l'éclosion des ronds-points et des premières manifestations, les revendications qui au départ étaient essentiellement fiscales sont devenues générales, exprimant un mal-être de vivre dans des populations pas vraiment présentes dans les conflits sociaux traditionnels. On est passé en quelque sorte des gilets rouges aux gilets jaunes, avec des populations qui ne se sentent généralement pas représentées par les syndicats ou par les partis. Mais être « désaffiliées » par rapport aux partis et aux institutions ne veut pas dire qu'elles ne portent pas des idéologies.

Le gouvernement, qui a tardé à réagir en novembre dernier, a quand même eu une réponse le 10 décembre mais qui s'en tenait aux premières revendications. Ce qui a été mis sur la table n'était pas négligeable, les sommes en cause étant très importantes – mais entre temps, d'autres revendications

étaient apparues, dont la nature les rendait peu solubles dans le système politique, économique et social tel qu'il est. Le déphasage était grand entre le mouvement et un gouvernement qui à partir du 10 décembre n'avait plus grand'chose à mettre sur la table – sauf à renier tous ses engagements.

LA POLITISATION DU MOUVEMENT

La durée a été accompagnée d'une politisation du mouvement. Différents partis ont essayé de tirer avantage de cette crise des gilets jaunes, notamment le Rassemblement national, parce qu'une partie de ces populations n'est pas très loin de la vision du monde de ce parti, et la France insoumise, parce que ce mouvement porte des exigences sociales, de redistribution qu'elle peut faire siennes. Mais ce mouvement des gilets jaunes est plus complexe que ces deux influences, il mêle différents types d'idéologies avec des discours antifiscaux, anti-élites, égalitaires. Il combine plusieurs traditions, car ce n'est pas seulement du poujadisme. Cette politisation s'est illustrée avec l'émergence de leaders qui se sont d'abord fait connaître et reconnaître à travers les réseaux sociaux et les médias traditionnels dans un second temps. Ils ont cependant eux-mêmes une histoire, qu'ils n'ont souvent pas dites, mais qui est marquée, et se trouve quelque peu contradictoire avec le caractère spontanée du mouvement. Ces leaders de toute manière n'étaient pas des interlocuteurs prêts à discuter avec le gouvernement.

La crise s'est ainsi perpétuée et on est arrivé à un blocage : on voit bien aujourd'hui, alors que le gouvernement a tenté de reprendre la main avec le grand débat et une série de propositions porteuses aussi de mesures notables que le déphasage persiste entre le président, son gouvernement, la plupart des partis et les gilets jaunes.

La question qui est posée maintenant est la suivante : dans une société française inquiète et mécontente, on le voit aujourd'hui avec les mouvements dans les hôpitaux, dans l'Éducation nationale, et avec les lancinantes fermetures d'usines, tous ces mécontentements vont-ils se conjuguer ?

UN MOUVEMENT ISOLÉ

Remarquons que, jusqu'à présent, le mouvement des gilets jaunes porte un autre paradoxe : s'il est toujours soutenu, malgré les violences qu'il a entraînées avec la contre-violence policière, par une partie de l'opinion, dans ses revendications de base, il ne l'est pas nécessairement dans ses revendications

politiques. Il n'a pas non plus vu se joindre à lui d'autres parties du peuple, lui qui se présente comme l'incarnation de la volonté populaire. Le plus frappant est l'absence de participation de la banlieue, qui reste largement à l'écart. Mais il n'a pas non plus rallié le monde étudiant, ni celui des intellectuels hormis quelques personnalités, qui par le passé ont rejoint ou soutenu des mouvements de ce type. On est donc face à un mouvement puissant, qui représente une partie de la société française, mais qui pour l'instant reste isolé.

Pour les mois qui viennent, on peut penser que le mouvement ne changera pas de nature, qu'il va rester minoritaire, même grandement minoritaire dans l'action, mais il continuera à être soutenu par une partie de l'opinion pour ses revendications de base. Ce qui n'est pas sans poser une difficulté au gouvernement, qui ne peut plus – et sans doute ne veut pas – aller plus loin dans ses réponses.

UN DIALOGUE DE SOURD AVEC L'ÉTAT

On est aussi frappé par le fait que l'unique interlocuteur des gilets jaunes est l'État alors que, s'agissant du pouvoir d'achat notamment, on s'attendrait à ce qu'il s'adresse aussi aux patrons.

C'est bien pour cette raison que j'ai utilisé cette formule d'un passage des « gilets rouges » aux « gilets jaunes ». C'est un mouvement qui ne s'inscrit pas socialement dans une perspective droite-gauche. Il y a d'ailleurs une certaine logique dans ce positionnement car ce à quoi on a assisté lors de la présidentielle 2017 c'est justement à l'affaiblissement de ce clivage. On retrouve ainsi au niveau social ce qui s'est passé au plan politique. Ce qui n'est pas sans mettre en difficulté les syndicats, dont certains d'entre eux soutiennent le mouvement, mais qui n'en sont pas les acteurs principaux. Il n'y a pas eu de convergence entre le mouvement syndical et les gilets jaunes. Le 1^{er} mai l'a illustré de manière spectaculaire

Pour des gens de gauche, que la question de l'entreprise reste totalement à l'écart du mouvement est tout de même une grande surprise. Que tout soit demandé à l'État – produire, redistribuer, régler tous les problèmes... – ne rentre pas vraiment dans les schémas de pensée, influencés par le marxisme, pour l'analyse de l'économie et de la société. Sur la question du pouvoir d'achat, les gilets jaunes ne posent pas vraiment la question des salaires. Comme si l'État pouvait être le grand ordonnateur des salaires avec une politique administrée !

Cela tient au fait qu'au départ le mouvement a été fortement influencé par des artisans, des petits patrons, des travailleurs indépendants, des ouvriers et des employés travaillant dans des petites structures. Les petites classes moyennes en constituent le cœur. Les gilets jaunes ne se sont donc pas identifiés avec les ouvriers, même s'il y a des ouvriers, avec les catégories les plus pauvres, les populations des banlieues. Dès le début, la question de l'entreprise n'a pas été posée. Les syndicats, même ceux qui ont fini par soutenir le mouvement après des hésitations, n'ont pas réussi à nouer des coopérations réelles, encore moins à l'orienter.

LE RÔLE DES RÉSEAUX ET DES MÉDIAS

Tu évoquais le rôle des réseaux sociaux dans l'émergence et la poursuite du mouvement. Avec notamment ses leaders locaux qui relayent les revendications comme pour le référendum d'initiative citoyenne (RIC). Les médias traditionnels ont aussi eu leur rôle dans le traitement médiatique de ce mouvement.

La télévision, et notamment les chaînes d'information en continu, ont joué un rôle d'amplification, mais elles n'ont bien sûr pas créé le mouvement. Il s'est vraiment développé par les réseaux sociaux, d'où sont sortis ses principaux leaders, animateurs de profils ou de blogs suivis par plusieurs dizaines, voire centaines de milliers de « followers ». Les chaînes d'informations ont donc relayé et amplifié le mouvement avec au début une sympathie qui reflétait d'une certaine manière le soutien de l'opinion. Puis les médias traditionnels, télévisions et radios ont suivi. Mais cela a basculé lors des premières violences. Il était d'ailleurs assez révélateur de constater que fréquemment sur les chaînes d'info en continu les reportages suivaient pendant tout un samedi après midi de manière privilégiée les groupes violents, leurs dégradations, les voitures et les scooters en feu, les vitrines brisées et les affrontements avec la police, en perdant de vue le reste des manifestations.

Le mouvement a donc d'abord été aidé, puis handicapé par les images de violence, réelles et graves, à Paris, mais aussi à Toulouse, Bordeaux... diffusées par les médias. Le gouvernement a ainsi pu le réduire volontairement à la violence qui l'a accompagné.

Mais cela n'a pas empêché les gilets jaunes de continuer à se mobiliser car ils vivent beaucoup à l'heure des réseaux sociaux. Même si le nombre de manifestants diminue, car aujourd'hui rejoindre les cortèges des gilets jaunes

le samedi, compte tenu de la présence des black blocs et de la tactique de maintien de l'ordre, n'est pas sans risque, le mouvement reste actif.

Dans ses réponses, Emmanuel Macron a instauré une sorte de faux dialogue avec ce mouvement en répondant à certaines revendications, notamment sur le pouvoir d'achat. Mais cette posture n'a-t-elle pas exacerbé le conflit, en laissant à l'écart les gilets jaunes, qui ne se sont pas rendus en masse au grand débat qu'il a instauré ?

Je pense qu'Emmanuel Macron a compris la nature radicale du mouvement au fur et à mesure de son déroulement et qu'il ne s'adresse pas directement aux gilets jaunes, qui effectivement n'étaient pas présents lors des débats. Il répond à une autre partie du peuple, car il faut le répéter les gilets jaunes ne représentent aussi qu'une fraction du peuple. Comme responsable politique, il s'est adressé à son socle électoral qui tourne autour de 24 % des électeurs, ceux du premier tour de l'élection présidentielle, socle qu'il a, malgré les difficultés, réussi à maintenir, ce qui n'était pas si évident il y a quelques mois. Son objectif est d'accroître ce socle de 10 à 15 %. Comme il n'y pas aujourd'hui de véritable alternative politique à gauche et à droite compte tenu des divisions des deux côtés, il est dans une position d'« arbitre » qui, s'il arrive à la maintenir et la renforcer, peut lui permettre de rester l'acteur central de la vie politique. Et, il fait évidemment tout pour creuser l'opposition entre ceux auxquels il s'adresse et le Rassemblement national. Il essaye d'amplifier ce qui a été la clé de son succès en 2017, pour effacer le clivage droite gauche et se présenter comme le seul rempart face à l'extrême droite. Toute sa stratégie pour les élections européennes s'inscrit dans cette volonté. Il faudra en mesurer les résultats.

LA CRISE DÉMOCRATIQUE

Sans entrer dans le détail des réponses d'Emmanuel Macron en matière de pouvoir d'achat, d'environnement, sur la vie démocratique, les gilets jaunes mettent en avant qu'il n'a pas pris en compte leur revendication principale, le RIC.

Emmanuel Macron n'a pas apporté de réponse sur le RIC, car il ne peut pas y en avoir sur ce point. L'adopter, cela serait créer un véritable contre pouvoir qui mettrait en cause la démocratie représentative. Dans le même temps, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu de réponse sur le plan des institutions. Le président de la République a tout de même annoncé une simplification du

référendum d'initiative partagée, ce qui n'est pas rien quand on constate qu'au même moment, dans sa version ancienne, des parlementaires ont ouvert la voie pour un référendum sur la privatisation d'aéroport de Paris. Il a plutôt mis l'accent sur la possibilité de référendums locaux – et j'imagine que les maires doivent être contents de cette annonce qui ne va pas être sans leur poser des difficultés !! N'oublions pas non plus l'instauration d'une dose de proportionnelle de 20 % pour les élections législatives : on en parle depuis des années et personne ne l'avait fait. Il a aussi annoncé la réforme de la haute fonction publique, la suppression de l'ENA...

Mais, ce ne sont pas des réponses en direction des gilets jaunes qui sont eux sur des revendications de démocratie directe dont on ne voit pas très bien d'ailleurs comment elle fonctionnerait.

Emmanuel Macron ne veut ni changer de République, ni toucher au pouvoir présidentiel qu'il entend exercer dans toute sa plénitude. Et on a bien vu que les séances de ce grand débat tournaient autour de lui, qu'il en a été l'acteur principal, avec un talent et un savoir-faire qui honorent d'une certaine façon l'école de formation de nos élites, et qui a pu séduire une fraction de l'opinion autant qu'en crisper une autre. Mais ce grand débat s'est fortement limité à ce dialogue personnel avec les Français qui voulaient y participer. Il n'y avait pas sur ce terrain aussi d'entente possible avec les revendications des gilets jaunes

LEÇONS POUR LA GAUCHE

Qu'est ce que la gauche a à dire à ce mouvement, et quel enseignement peut-elle dégager de la séquence que nous vivons ?

Il est sûr que la gauche est directement interrogée par ce mouvement. Car il échappe justement au clivage droite gauche. Tout le problème de la gauche dans ses différentes composantes, c'est de réintroduire une certaine complexité dans la lecture de la société française. Pour reprendre une formule qui n'a pas été favorable à son auteur, il lui faut expliquer comme avait tenté de le faire Lionel Jospin au début du siècle, que tout ne dépend pas de l'État, que beaucoup de choses dans l'organisation de la société dépendent de ce qui se passe dans les entreprises.

La gauche doit donc d'une manière générale reposer les questions touchant à la régulation du capitalisme, elle doit les situer à partir de l'entreprise, avec les problèmes de conflit, de pouvoir, de répartition qui se posent.

Les partis de gauche doivent par ailleurs travailler à leur propre rénovation, mais aussi s'intéresser à celle du syndicalisme pour rétablir une dimension sociale qui est fondamentale. Le mouvement des gilets jaunes n'est pas simple et il porte une dimension sociale réelle qui n'est cependant pas explicitée de manière claire. Il faut identifier les responsabilités diverses dans le mode de fonctionnement de notre société. Elle ne peut se réduire au dialogue ou au conflit d'un monarque, ou d'une élite étatique, avec le peuple, ce serait abandonner toute une culture démocratique portée par la gauche qui fait vivre la confrontation, la négociation, le pouvoir des acteurs dans la société. Le peuple est divers, et les gilets jaunes ne sont qu'une fraction de ce peuple. C'est la source de l'erreur volontaire de Jean-Luc Mélenchon d'imaginer que l'on peut trouver une solution progressiste en creusant le clivage entre le peuple, en pensant qu'une fraction du peuple peut entraîner les autres, et les élites étatiques. Le type de régime qui en sort n'apporte pas en général de progrès durables et conduit à l'autoritarisme. La réalité du conflit, des conflits dans une société, doit trouver à s'exprimer dans la constitution d'intérêts représentatifs qui ne laissent aucune partie de la population à l'écart, capables de dégager les compromis porteurs d'avenir.

propos recueillis par Frédéric Cépède